

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**

**Direction des Analyses Economiques**

**Note de conjoncture économique  
au 03 novembre 2023**

**Novembre 2023**

*La conjoncture économique mondiale est caractérisée par l'accroissement des incertitudes sur les marchés des produits de base, alimentées par le conflit au Moyen-Orient. En effet, bien que les effets de ce conflit présentent des effets limités à ce jour, la persistance de l'escalade dans le temps pourrait conduire à une augmentation des prix mondiaux des matières premières et, en conséquence, la hausse de l'inflation globale dans le monde. D'après la Banque mondiale, une hausse des cours du pétrole devrait se traduire par une augmentation des prix des denrées alimentaires. Cette évolution aura pour conséquence d'accentuer l'insécurité alimentaire dans le monde, notamment dans les économies en développement. Dans ces conditions, les décideurs politiques sont appelés à prendre des mesures pour gérer une hausse potentielle de l'inflation globale qui en découlerait.*

*Au plan national, il est observé une augmentation continue de l'inflation hebdomadaire ces dernières semaines sur le marché des biens et services. Sur le marché des changes, la monnaie s'est appréciée de 2,10 % à l'indicatif, alors qu'au parallèle, le franc congolais s'est déprécié de 0,65 %. Par ailleurs, à l'issue de la mission au titre de la 4ème revue du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit, les autorités congolaises et le FMI sont parvenus à un accord au niveau des services sur les politiques économiques et financières nécessaire à la conclusion de ladite revue.*

## I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

A l'échelle mondiale, l'environnement économique est caractérisé, ces dernières semaines, par l'accroissement des incertitudes liées aux conséquences du conflit au Moyen-Orient sur les perspectives économiques. Dans son rapport intitulé « **Commodity Markets Outlook** », publié le 30 octobre 2023, la Banque mondiale souligne que l'escalade au Moyen-Orient pourrait engendrer des perturbations majeures sur les marchés mondiaux des produits de base. Et cela, en dépit des effets limités observés actuellement, attestés par la hausse des prix mondiaux du cours du pétrole et de l'or, tandis que ceux des produits agricoles (alimentaires) sont demeurés globalement stables.

En effet, alors que les marchés mondiaux des produits de base, particulièrement du pétrole, étaient déjà tendus à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, le conflit dans la bande de Gaza pourrait conduire à une hausse des prix mondiaux de ces produits. En outre, le rapport indique qu'une hausse des cours du pétrole devrait se traduire par une augmentation des prix des denrées alimentaires. Cette évolution aura pour conséquence d'accentuer l'insécurité alimentaire dans le monde, notamment dans les économies en développement. Toutefois, la Banque mondiale révèle que l'impact sur les marchés des produits de base devrait dépendre de la durée du conflit et de l'ampleur des perturbations dans l'approvisionnement (offre).

Dans l'hypothèse d'un conflit qui ne s'étend pas dans la durée, scénario de référence, les prix des produits de base devraient baisser l'année prochaine, soit de 4,1 % en 2024. Dans ce scénario, les prix du pétrole devraient atteindre, en moyenne, 90,0 USD le baril au cours du trimestre courant, avant de retomber à 81,0 USD en 2024, en raison du ralentissement de la croissance économique mondiale. Ceux des produits agricoles sont appelés à fléchir en 2024, avec l'augmentation de l'offre, et les cours des métaux de base devraient également reculer de 5,0 % en 2024. Néanmoins, le rapport anticipe une stabilisation des prix des matières premières en 2025.

Par contre, dans l'hypothèse d'une intensification du conflit dans le temps, la Banque mondiale révèle trois scénarii possibles, en se référant sur les expériences passées pour estimer les effets des perturbations légères, modérées et majeures sur l'offre du pétrole. En cas d'une perturbation légère de l'offre du pétrole, soit une réduction de l'offre entre

500.000 et 2,0 millions de baril par jour, les prix mondiaux du baril augmenteraient de 3 % à 13 % par rapport à la moyenne de référence du trimestre courant, pour se situer dans la fourchette de 93 USD et 102 USD le baril. Dans le deuxième scénario d'une perturbation moyenne de l'offre, soit une baisse de 3 à 5 millions de baril par jour, la hausse des prix du pétrole serait de 21% à 35 %, portant le baril à une fourchette de 109 USD et 121 USD le baril, en moyenne.

S'agissant du troisième scénario d'une perturbation majeure, comparable à l'embargo sur le pétrole de 1973, l'estimation d'une baisse de l'offre de 6 à 8 millions de baril par jour engendrerait, dans un premier temps, une progression des prix de 56 % à 75 %, se situant dans une fourchette de 140 USD et 157 USD le baril. D'après le rapport, un choc sévère aggraverait l'inflation des prix des produits alimentaires, déjà élevés dans nombreux pays, notamment ceux en développement, soit une situation qui accentuerait l'insécurité alimentaire dans le monde. Pour rappel, à fin 2022, les données publiées par la Banque mondiale renseignent que plus de 700 millions de personnes étaient sous-alimentées.

Une intensification du conflit dans le temps ne pourrait qu'aggraver la situation, principalement celle des plus vulnérables. Dans ces conditions, **la Banque mondiale exhorte les décideurs politiques à prendre des mesures pour gérer une hausse potentielle de l'inflation globale qui en découlerait.** En outre, compte tenu du risque d'aggravation de l'insécurité alimentaire, les gouvernements devraient éviter les restrictions commerciales, telles que les interdictions d'exportation de denrées et d'engrais, lesquelles sont susceptibles d'alimenter la volatilité des prix et renforcer l'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, **le rapport recommande à ce que les gouvernements s'abstiennent d'instaurer les contrôles des prix et les subventions en réponse à la hausse des prix de l'alimentation et du pétrole. Ils devraient plutôt améliorer les filets de protection sociale, diversifier les sources de nourriture et accroître l'efficacité de la production et du commerce des denrées alimentaires.** À long terme, les gouvernements devraient prendre des mesures nécessaires au renforcement de leur sécurité énergétique, en accélérant la transition vers les sources d'énergie renouvelable, ce qui atténuera les effets des chocs pétroliers.

## II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR

L'économie congolaise demeure résiliente, au plan de croissance, malgré un contexte international difficile et incertain. Cette résilience tient principalement du dynamisme des industries extractives, en dépit de la chute des prix du cobalt. La croissance s'établirait à 6,2 % en 2023, soit un niveau largement supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Sur le marché des biens et services, l'inflation hebdomadaire a augmenté pour la quatrième semaine consécutive à un rythme soutenu, se situant à 0,33 % contre 0,25 % la semaine précédente, portant le cumul annuel à 19,4 % contre une prévision de 20,8 % à fin décembre 2023.

Au niveau du marché des changes, la monnaie nationale s'est appréciée de 2,1 % à l'indicatif après une dépréciation de 1,77 % enregistrée la semaine précédente, situant le cours à 2.544,90 CDF le dollar. Au parallèle, le rythme de la dépréciation du franc congolais a été de 0,65 %, pour situer le taux de change à 2.608,33 CDF le dollar au 03 novembre 2023. Les réserves internationales se sont établies à 4.632,71 millions de USD au 02 novembre 2023, soit un niveau correspondant à 2,50 mois d'importations de biens et services.

Concernant les finances publiques, en cumul annuel, au 03 novembre 2023, la situation produite par la BCC indique que les recettes de l'Etat ont atteint 20.578,7 milliards de CDF et des dépenses de l'ordre de 20.397,2 milliards.

Dans ces conditions, le dispositif de la politique monétaire se présente comme suit : (i) le taux directeur est à 25,0 % l'an, (ii) le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale est à 10,0 % avec une indisponibilité, (iii) les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

Par ailleurs, à l'issue de la mission au titre de la 5ème revue du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit, les autorités congolaises et l'équipe du FMI en charge de la RDC sont parvenus à un accord au niveau des services sur les politiques économiques et financières nécessaire à la conclusion de ladite revue.

Toutefois, cet accord devrait recevoir une approbation du Conseil d'Administration du FMI lors de la réunion prévue à mi-décembre 2023 et conduire à un décaissement de près de 152,3 millions de DTS au titre d'appui à la balance des paiements.

## 2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance. Aussi, les mesures prises par le Gouvernement et la Banque Centrale ont eu globalement un effet favorable sur les prix intérieurs et doivent s'inscrire dans la durée, en dépit de légères fluctuations des prix intérieurs observées cette semaine.

### 2.1.1. Croissance

Les dernières prévisions effectuées par les services du FMI renseignent une croissance de 6,2 % attendue en 2023 contre 6,8 % initialement prévue. Cette révision à la baisse des perspectives de croissance s'expliquerait par le recul des cours mondiaux des produits miniers exportés par la RDC.

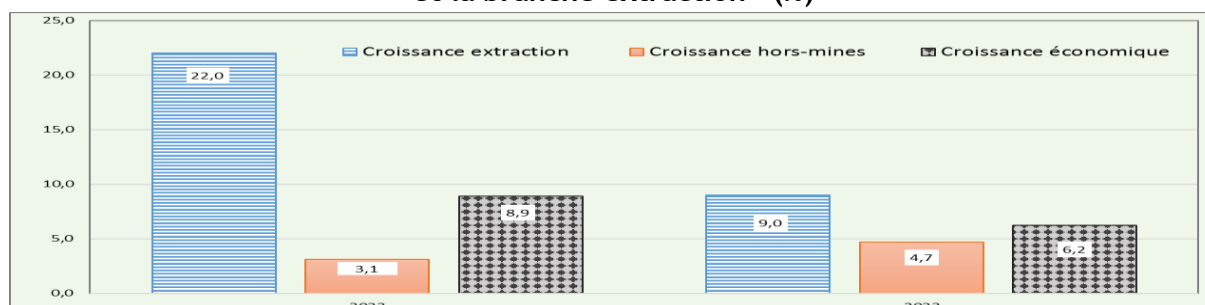
L'analyse sectorielle renseigne globalement que la croissance de l'activité économique resterait essentiellement impulsée par le secteur primaire, bien qu'en faible progression comparativement à 2022, suivie des secteurs tertiaire et secondaire.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire passerait de 15,6 % en 2022 à 7,5 % en 2023. L'évolution de ce secteur, bien qu'en ralentissement par rapport à l'année précédente, serait consécutive aux activités de la branche « Extraction » qui augmenterait de 9,0 % contre 22,0 % une année plus tôt, avec une contribution à la croissance de 3,1 points. La branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » devrait, quant-à-elle, s'accroître de 3,7 % contre 2,4 % l'année précédente.

Le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance se situerait à 1,5 point de pourcentage en 2023, enregistrerait une croissance de 4,1 % contre 3,3 %, grâce notamment à sa branche « Transports et Télécommunication » et « Commerce ». Les activités des sous-branches Transports et Télécommunication indiqueraient des augmentations respectives de 3,1 % et 7,6 %, venant de 2,7 % et 6,5 %. Quant au commerce, sa valeur ajoutée afficherait une croissance de 3,5 % contre 2,7 % une année auparavant.

Pour ce qui est du secteur secondaire, bien que classé au troisième rang au titre de contributeur à la croissance, il devrait enregistrer un bond. La croissance de sa valeur ajoutée s'établirait à 7,5 % contre 2,8 % en 2022, suite notamment à l'accélération de 18,3 % de la branche « Bâtiment et travaux publics » venant de 3,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance passerait de 0,2 point à 0,7 point de pourcentage.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et la branche extraction (%)



Source : Cadrage FMI.

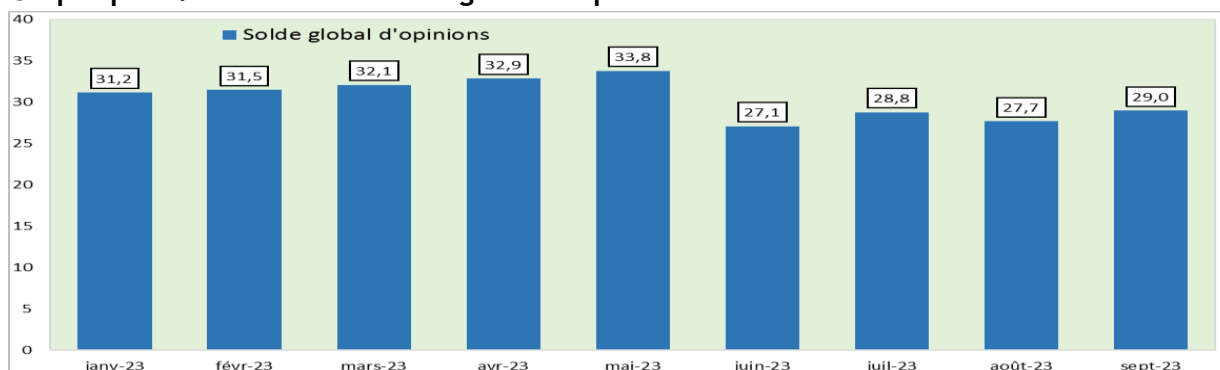
Il sied d'indiquer que la mise en œuvre du PDL-145T, l'organisation des 9<sup>ème</sup> jeux de la francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication, devrait propulser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires.

### 2.1.2. Baromètre de conjoncture

Au mois de septembre 2023, la confiance des chefs d'entreprise s'est accrue, après avoir enregistré un léger fléchissement un mois plus tôt. En effet, le solde global brut d'opinions des entrepreneurs s'est établi à +29,0 % contre +27,7 % un mois auparavant.

Ce regain de confiance a été observé globalement dans l'ensemble des branches d'activités, excepté dans l'Industrie Manufacturière où les perturbations dans la fourniture du courant électrique impactent l'activité dans ladite branche.

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions 2022-2023



Source : Banque Centrale du Congo.

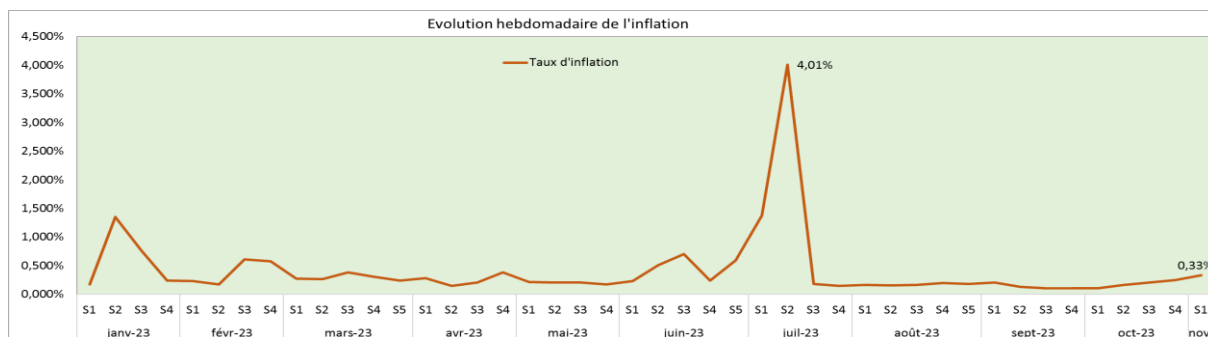
### 2.1.3. Marché des biens et services

À la première semaine du mois de novembre 2023, le rythme de formation des prix intérieurs a poursuivi son accroissement observé depuis la deuxième semaine du mois d'octobre dernier. En effet, le taux d'inflation hebdomadaire s'est établi à 0,333 % contre 0,251 % la semaine précédente.

Cette évolution est reflétée au niveau de l'indice des prix de la majorité des fonctions, excepté les indices « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « Transport » et « Restaurants et hôtels ».

La fonction de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » qui représente 70,02 % du panier de consommation des ménages, a contribué à l'indice global à hauteur de 57,25 %.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



Source : Banque Centrale du Congo.

En cumul annuel, l'inflation est ressortie à 19,363 %, alors qu'en glissement annuel, l'inflation se situe à 21,828 %.

## 2.2. Finances Publiques

Pour le mois de novembre 2023, dernière grande échéance fiscale de l'année, le plan de trésorerie prévisionnel initial table sur la réalisation des recettes à hauteur 2.407,5 milliards de CDF et des dépenses à exécuter chiffrées à 2.400,8 milliards.

### 2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Le tableau de suivi de la situation financière de l'Etat, élaboré par la Banque Centrale du Congo, renseigne qu'au cours du mois d'octobre 2023, les recettes de l'Etat ont atteint 2.122,0 milliards de CDF.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources publiques, les régies financières ont collecté 1.528,8 milliards, soit un taux de mobilisation de 112,4 % par rapport aux prévisions du mois. En effet, les recettes provenant des impôts directs et indirects (DGI) se sont chiffrées à 819,3 milliards de CDF. Les recettes douanières (DGDA) ont totalisé 412,4 milliards de CDF. La parafiscalité (DGRAD), quant à elle, a rapporté 297,2 milliards de CDF.

S'agissant des dépenses publiques, leur taux d'exécution a été de 109,1 % pour s'établir à 2.039,2 milliards de CDF. Ces décaissements ont concerné pour l'essentiel les principaux postes suivants : la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat, les subventions, les frais de fonctionnement des institutions et ministères ainsi que les dépenses en capital

Par ailleurs, au 03 novembre 2023, les recettes de l'Etat se sont chiffrées à 28,7 milliards de CDF contre des dépenses à hauteur de 185,9 milliards.

En cumul annuel, au 03 novembre 2023, la situation produite par la BCC indique que les recettes de l'Etat ont atteint 20.578,7 milliards de CDF et des dépenses de l'ordre de 20.397,2 milliards.

#### ❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Les résultats de l'adjudication du 31 octobre 2023 indiquent que sur un montant attendu de 100,0 millions de USD par le Trésor public au titre des Bons du Trésor de 6 mois de maturité, les soumissions reçues se sont chiffrées à 24,0 millions avec un taux maximum proposé de 12%. L'Etat a levé 23,0 millions de USD au taux moyen pondéré de 9,2 %. Ainsi, le taux de couverture a été de 24,0 %.

S'agissant des remboursements effectués, au cours du mois d'octobre 2023, le Trésor a globalement remboursé 283,7 milliards de CDF pour les titres échus dont 191,8 milliards au titre des Bons du Trésor et 91,9 milliards d'Obligations du Trésor.

## 2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, il s'est observé une relative stabilité de la monnaie nationale sur les deux segments du marché des changes. Les réserves internationales se sont établies à 4.632,71 millions d'USD. Les cours mondiaux des principaux produits de base intéressant l'économie de la RDC ont évolué d'une manière distincte.

### 2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 03 novembre 2023, le taux de change indicatif s'est établi à 2.544,90 CDF le dollar américain, soit une appréciation hebdomadaire de la monnaie nationale de 2,10 % après une dépréciation de 1,77 % enregistrée la semaine précédente. Sur le marché parallèle, le franc congolais s'est déprécié de 0,65 %, situant le cours à 2.608,33 CDF le dollar américain.

Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2. 560,67 CDF, soit une dépréciation hebdomadaire de 0,46 %.

Au 02 novembre 2023, le solde du budget en devises indique un excédent mensuel de 11,57 millions de USD, découlant des recettes de 22,62 millions et des dépenses de 11,06 millions.

Les réserves internationales se sont établies à 4.632,71 millions de USD au 02 novembre 2023, soit un niveau correspondant à 2,50 mois d'importations de biens et services.

### 2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 02 novembre 2023, le prix du baril s'est établi 87,01 USD, soit une baisse hebdomadaire de 3,24 %, en raison principalement des perspectives économiques moins favorables dans certaines régions, notamment en Europe, en Chine et au Japon.

Le cours du cuivre s'est accru légèrement de 1,60 % pour s'établir à 8.065,65 USD, alors que la tonne du cobalt s'est négociée à 32.731,00 USD, soit son niveau de la semaine passée. S'agissant de l'once d'or, il a enregistré une baisse de 0,13 %, d'une semaine à l'autre, se négociant à 1.994,90 USD.

Les cours du riz, du blé et du maïs ont enregistré des baisses hebdomadaires respectives de 3,07 %, 2,40 % et 2,80 %, se situant à 348,57 USD, 208,05 USD et 172,57 USD la tonne. Ces baisses ont été influencées l'accroissement de l'offre à la suite des exportations des céréales ukrainiennes et russes.

### 2.3.3. Balance des biens

A fin septembre 2023, le volume des échanges entre la RDC et le reste du monde a baissé de 3,12 % par rapport à la période correspondante de 2022. La Balance commerciale a affiché un excédent de 3.069,66 millions d'USD contre celui de 1.500,60 millions enregistré à fin septembre 2022.

Rapproché au PIB, cet excédent représente 4,47 % contre 2,28 % en 2022. Cette évolution se justifie essentiellement par la diminution de la valeur des importations, d'une année à l'autre. En effet, alors que les exportations ont légèrement augmenté de 0,57 %, les importations ont reculé de 7,02 %.



## 2.4. Secteur Monétaire

Le Comité de Politique monétaire a, au cours de la réunion du 18 septembre courant, décidé de garder inchangé le taux directeur à 25 %, et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en franc congolais à 10 %. En outre, les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

### 2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 03 novembre 2023, l'offre de monnaie centrale a enregistré une décroissance hebdomadaire de 1,56 % pour s'établir à 7.545,2 milliards de CDF. Cette diminution découle de la baisse enregistrée par les actifs intérieurs nets à hauteur de 139,3 milliards de CDF alors que les actifs extérieurs nets ont augmenté de 19,7 milliards.

S'agissant des composantes, la baisse de la monnaie centrale est une résultante des baisses enregistrées tant par les engagements envers les autres institutions de dépôts que par la circulation fiduciaire respectivement de 96,8 milliards de CDF et 20,9 milliards.

De même, les passifs monétaires au sens large ont enregistré un recul hebdomadaire de 0,07 % pour s'établir à 32.058,3 milliards de CDF. Cette évolution de l'offre de monnaie tient d'une baisse des actifs intérieurs nets de 40,6 milliards de CDF et d'une hausse des actifs extérieurs nets de 19,7 milliards.

Pour ce qui est des composantes, la baisse de l'offre de monnaie est essentiellement localisée au niveau du numéraire hors institutions de dépôts.

### 2.4.2. Marché monétaire

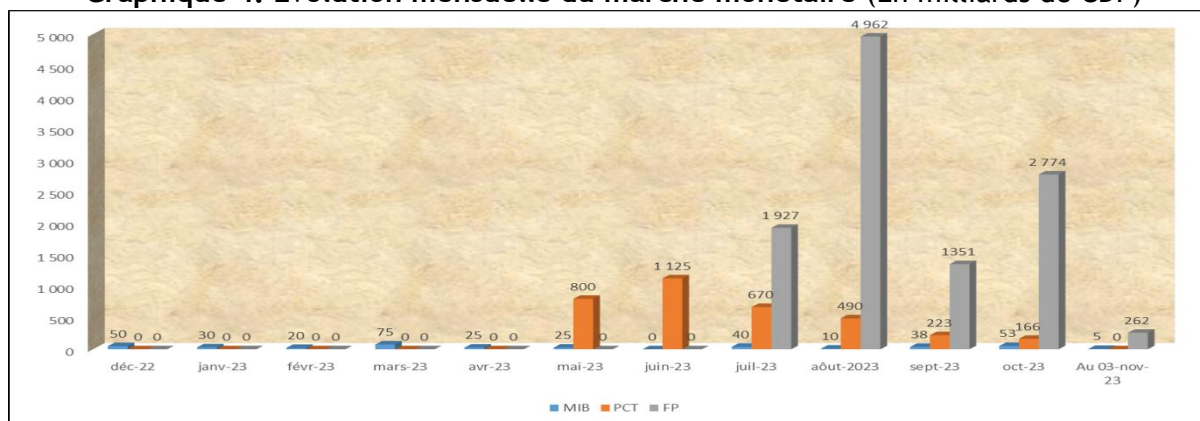
Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération au cours de la semaine sous analyse. En cumul mensuel et annuel, le volume d'opérations s'est situé respectivement à 166,0 milliards de CDF et 3.474,0 milliards contre un niveau de 4.015,5 milliards en 2022.

Pour ce qui est du guichet des facilités permanentes, le volume des transactions s'est chiffré à 578,0 milliards au cours de la semaine sous revue. En cumul mensuel et annuel au 03 novembre 2023, les volumes des opérations y enregistrés sont portés respectivement à 262,0 milliards de CDF et 11.905,7 milliards.

Quant au marché interbancaire, il a enregistré qu'une seule opération au 02 novembre 2023 à hauteur de 5,0 milliards de CDF. En cumul annuel, le volume des opérations enregistré sur ce marché se situe à 333,0 milliards de CDF contre 1.306,0 milliards pour l'année 2022.

Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent entre 25,0 % et 26,0 %, sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

**Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo.

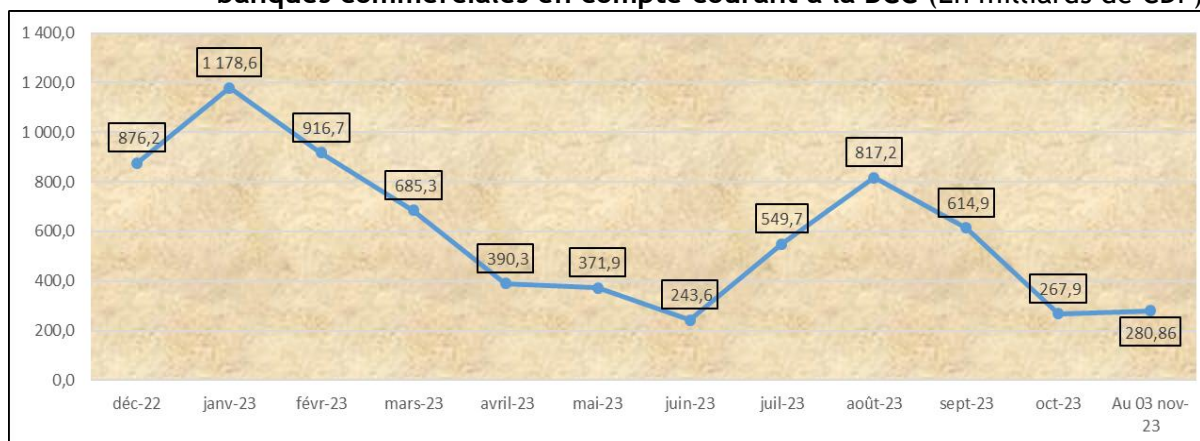
### 2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 03 novembre 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une baisse hebdomadaire de 96,7 milliards de CDF, pour se situer à 2.869,4 milliards.

La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.588,5 milliards de CDF, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 280,9 milliards de CDF contre un niveau de 377,7 milliards une semaine auparavant. La baisse des avoirs libres des banques s'explique notamment par la souscription des banques aux bons du Trésor ainsi qu'aux bons BCC.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 641,1 milliards de CDF.

**Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo.

### 2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin septembre 2023, le bilan consolidé du secteur bancaire affiche une hausse mensuelle de 1,2 % des dépôts de la clientèle, pour s'établir à 11.635,3 millions d'USD. La structure de dépôts a été dominée par les dépôts des entreprises privées et des ménages qui ont représenté respectivement 33,2 % et 31,8 % du total, suivis de ceux des entreprises publiques, des petites et moyennes entreprises et de l'Administration publique.

Quant aux crédits bruts, ils ont enregistré une progression mensuelle de 1,5 %, s'établissant à 7.127,7 millions d'USD contre un niveau de 7.023,4 millions à fin août 2022. Cette situation découle principalement des crédits octroyés aux petites et moyennes entreprises, entreprises privées et ménages. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises.

#### 2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

L'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 749,5 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation des billets de 1.099,8 milliards et des destructions de 350,2 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 4.619,2 milliards dont 66,3 % en provinces.

### 2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

#### 2.5.1. Le taux directeur

La Banque Centrale du Congo a procédé au troisième relèvement de son taux directeur, lequel est passé de 11,0 à 25,0 % l'an en date du 08 août 2023. Ce durcissement est justifié par la nécessité de neutraliser la liquidité excédentaire en monnaie nationale et de soutenir la stabilité du cadre macroéconomique.

#### 2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l'augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0,0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

#### 2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Lors de la séance d'adjudication du 01 novembre 2023, les souscriptions des banques se sont établies à 160,0 milliards de CDF dont 145,0 milliards pour le Bon BCC à 7 jours et 15,0 milliards pour celui de 28 jours. La Banque Centrale avait lancé un appel d'offre d'un import de 240,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 200,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 30,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 10,0 milliards de CDF.

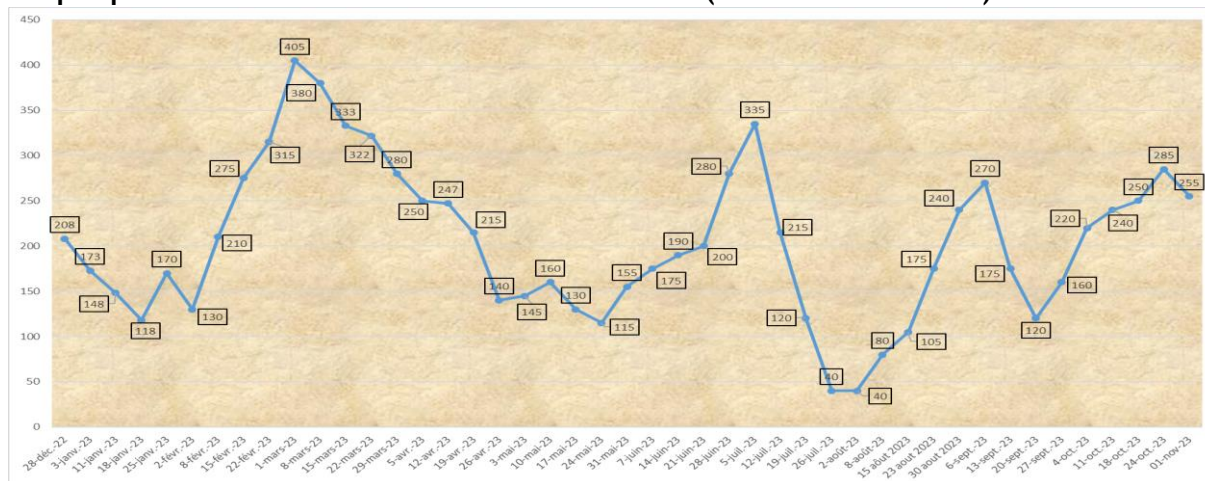
Tableau 1. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 01 novembre 2023

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	200	145	145
Bon BCC à 28 jours	30	15	15
Bon BCC à 84 jours	10	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Aussi, les soumissions retenues n'ont porté que sur les maturités à 7 et 28 jours.

**Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 285,0 milliards de CDF à 255,0 milliards, soit une injection hebdomadaire de 30,0 milliards. Cet encours est réparti de la manière suivante : 145,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 65,0 milliards pour celle à 28 jours et 45,0 milliards pour celle à 84 jours. En cumul annuel, au 03 novembre 2023, les charges des Bons BCC se sont situées à 23.719,35 millions de CDF.

# ANNEXE

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2022	Décembre						335,973	<b>1,416%</b>	
	I	332,06	0,236%	11,816%	335,168	12,862%			12,688%
	II	332,83	0,230%	12,074%	335,158	12,858%			12,794%
	III	333,84	0,306%	12,416%	335,411	12,944%			12,988%
	IV	334,89	0,312%	12,767%	335,676	13,033%			13,103%
2023	V	335,97	0,324%	13,133%	335,973	13,133%			13,133%
	Janvier						344,521	<b>2,544%</b>	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
Février	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%	349,999	<b>1,590%</b>	15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
Mars	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%	355,161	<b>1,475%</b>	17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%
Avril	I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%	358,748	<b>1,010%</b>	16,703%
	II	356,67	0,146%	6,159%	413,321	23,022%			16,639%
	III	357,39	0,203%	6,374%	410,698	22,242%			16,635%
	IV	358,75	0,380%	6,779%	410,616	22,217%			16,867%
	Mai	I	359,51	0,213%	7,006%	408,562	21,606%	361,594	<b>0,793%</b>
II		360,23	0,201%	7,221%	406,607	21,024%			16,868%
III		360,97	0,204%	7,440%	404,887	20,512%			16,774%
IV		361,59	0,173%	7,626%	403,029	19,959%			16,568%
Juin		I	362,43	0,232%	7,876%	401,908	19,625%	369,883	<b>2,292%</b>
	II	364,26	0,505%	8,421%	403,356	20,056%			16,729%
	III	366,82	0,702%	9,182%	406,412	20,966%			17,287%
	IV	367,70	0,240%	9,445%	405,348	20,649%			17,300%
	V	369,88	0,593%	10,093%	407,215	21,205%			17,700%
Juillet	I	374,97	1,375%	11,607%	415,102	23,552%	391,307	<b>5,792%</b>	19,022%
	II	390,00	4,010%	16,082%	443,183	31,910%			23,483%
	III	390,72	0,184%	16,295%	440,418	31,087%			23,434%
	IV	391,31	0,150%	16,470%	437,597	30,248%			23,339%
	Août	I	391,95	0,164%	16,661%	435,078	29,498%	394,691	<b>0,865%</b>
II		392,55	0,153%	16,839%	432,650	28,775%			23,080%
III		393,20	0,166%	17,034%	430,473	28,127%			22,953%
IV		393,98	0,197%	17,265%	428,637	27,581%			22,838%
V		394,69	0,181%	17,477%	426,810	27,037%			22,618%
Septembre	I	395,49	0,202%	17,714%	425,219	26,564%	396,818	<b>0,539%</b>	22,496%
	II	396,00	0,130%	17,867%	423,291	25,990%			22,294%
	III	396,40	0,101%	17,986%	421,308	25,399%			22,065%
	IV	396,82	0,105%	18,110%	419,457	24,848%			21,862%
	Octobre	I	397,23	0,103%	18,231%	417,692	24,323%	399,693	<b>0,725%</b>
II		397,86	0,161%	18,422%	416,329	23,917%			21,605%
III		398,69	0,208%	18,668%	415,277	23,604%			21,585%
IV		399,69	0,251%	18,966%	414,489	23,370%			21,658%
Novembre		I	401,03	0,333%	19,363%	414,141	23,266%		

Source : INS

**Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)**

Branche	2022	2023									
	Moyenne	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Moyenne
Solde global	27,2	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8	27,1	28,8	27,7	29,0	30,5
Industrie manufacturière	6,8	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0	10,4	10,3	12,1	11,0	9,4
Electricité et Eau	19,6	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0	22,8	22,3	21,6	25,3	24,2
Industrie extractive	31,0	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1	30,4	30,6	30,7	32,1	34,8
Construction	15,5	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7	30,1	32,2	34,0	36,0	28,2
Services	12,9	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2	10,5	18,9	11,4	12,0	14,2

Source : BCC

**Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production**

BRANCHES D'ACTIVITES	Décembre. 2022			fin juin 2023		
	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss
<b>Secteur primaire</b>	<b>7 289,1</b>	<b>15,6</b>	<b>7,18</b>	<b>7 833,8</b>	<b>7,5</b>	<b>3,7</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et	2 102,4	2,4	0,36	2 179,2	3,7	0,5
Agriculture	2 027,8	2,4	0,34	2 103,2	3,7	0,5
Vivrière	2 002,3	2,6	0,36	2 073,5	3,6	0,5
Rente	25,4	-9,7	-0,02	29,8	17,2	0,0
Sylviculture	70,9	2,7	0,01	72,1	1,7	0,0
Élevage, pêche et chasse	3,8	2,6	0,00	3,9	3,0	0,0
Extraction	5186,7	21,9	6,8	5654,5	9,0	3,1
Extraction des hydrocarbures	24,1	6,3	0,010	25,4	5,3	0,0
Extraction des minéraux, pierres et a	5 162,6	22,0	6,81	5 629,1	9,0	3,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2 130,3</b>	<b>2,8</b>	<b>0,422</b>	<b>2 290,3</b>	<b>7,5</b>	<b>1,1</b>
Industries manufacturières	1 434,9	2,4	0,25	1 477,8	3,0	0,3
Industries alimentaires, boissons et t	1 208,0	2,5	0,21	1 238,8	2,5	0,2
Autres industries manufacturières	226,9	2,2	0,04	239,0	5,3	0,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	86,7	3,3	0,02	92,4	6,6	0,0
Bâtiment et travaux publics	608,7	3,5	0,15	720,1	18,3	0,75
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>5 313,3</b>	<b>3,3</b>	<b>1,24</b>	<b>5 531,1</b>	<b>4,1</b>	<b>1,5</b>
Transports et Télécommunication	1 853,7	4,5	0,59	1 953,2	5,4	0,7
Transports	917,6	2,7	0,17	946,0	3,1	0,2
Télécommunication	936,1	6,5	0,42	1 007,2	7,6	0,5
Commerce	1 912,8	2,7	0,37	1 972,4	3,1	0,4
Autres services marchands	1 211,5	3,0	0,25	1 286,6	6,2	0,5
Banques et assurances	207,1	5,9	0,08	251,0	21,2	0,3
Autres services	1 004,4	2,4	0,17	1 035,6	3,1	0,2
Services d'administration publique	434,3	2,0	0,06	439,0	1,1	0,0
Education	12,6	3,0	0,00	13,0	3,3	0,0
Santé	2,2	4,0	0,00	2,2	3,1	0,0
Autres services non marchands	419,6	2,0	0,06	423,8	1,0	0,0
SIFIM	-99,1	5,9	-0,04	-120,2	21,2	-0,1
<b>PIB au prix de base</b>	<b>14 732,8</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>15 655,1</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>
Taxes sur les produits	166,9	7,7	0,1	167,3	0,2	0,0
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>14 899,7</b>	<b>8,9</b>	<b>8,9</b>	<b>15 822,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,2</b>
<b>PIB hors mines</b>	<b>9 712,98</b>	<b>3,1</b>	<b>2,1</b>	<b>10 167,85</b>	<b>4,7</b>	<b>3,1</b>

Source : BCC, suivant les données de la CESC.

**Tableau 4. Exécution des opérations financières de l'Etat en 2023 et 2022**  
(En milliards de CDF, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	Réalizations 2022		Au 27 octobre 2023			Cumul annuel au 27 octobre 2023		
	Mois Oct.	Cumul Oct.	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal.	Exéc. en %
Douanes et accises (DGDA)	255,9	2472,0	444,0	390,6	88,0	4 108,1	4 055,0	98,7
Impôts directs et indirects (DGI)	518,0	5246,5	545,2	585,4	107,4	11 239,0	8 505,4	75,7
Recettes non fiscales (DGRAD)	130,5	1561,2	290,4	192,8	66,4	2 869,7	2 362,3	82,3
Pétroliers Producteurs	44,0	282,0	80,4	0,0	0,0	548,8	295,0	53,7
Dons et autres recettes	0,1	216,0	80,4	0,0	0,0	222,3	117,9	0,0
<b>Total revenus et dons</b>	<b>948,5</b>	<b>9777,7</b>	<b>1360,0</b>	<b>1168,8</b>	<b>85,9</b>	<b>18 987,9</b>	<b>15 335,6</b>	<b>80,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>847,9</b>	<b>7698,5</b>	<b>1226,5</b>	<b>570,2</b>	<b>46,5</b>	<b>12 392,5</b>	<b>11 474,5</b>	<b>92,6</b>
Salaires	493,2	4451,3	622,2	152,6	24,5	5 885,7	5 512,4	93,7
Intérêt sur la dette	12,1	46,9	32,7	48,3	147,8	294,0	200,6	68,2
dont dette extérieure	8,1	30,9	17,9	22,9	127,6	171,9	67,9	39,5
Frais de fonct. Inst. et Min.	224,6	1800,1	300,6	169,3	56,3	3 259,8	3 497,5	107,3
Institutions Politiques	96,8	937,5	109,5	73,7	67,3	1 335,0	1 451,7	108,7
Ministères	127,8	862,6	191,0	95,6	50,0	1 924,8	2 045,8	106,3
<b>Dépenses en capital</b>	<b>366,4</b>	<b>1095,3</b>	<b>146,3</b>	<b>230,6</b>	<b>157,7</b>	<b>2 937,8</b>	<b>2 080,1</b>	<b>70,8</b>
Amortissement de la dette	13,4	378,8	48,8	49,4	101,4	484,8	327,7	67,6
Autres dépenses	269,1	1216,5	448,1	536,9	119,8	4 958,6	3 482,4	70,2
dont élections	200,0	200,0	0,0	0,0	0,0	780,0	802,9	102,9
<b>Total dépenses (+amort. dette)</b>	<b>1483,3</b>	<b>10010,3</b>	<b>1869,7</b>	<b>1387,2</b>	<b>74,2</b>	<b>20 773,7</b>	<b>17 364,6</b>	<b>83,6</b>
<b>Solde de trésorerie</b>	<b>-534,8</b>	<b>-232,6</b>	<b>-509,7</b>	<b>-218,4</b>	<b>42,9</b>	<b>- 1 785,8</b>	<b>- 2 029,0</b>	<b>113,6</b>

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DGTCP).

**Tableau 5. Cours des produits miniers, énergétiques et agricoles**

	31-janv.-23	28-févr.-23	31-mars-23	28-avr.-23	31-mai-23	30-juin-23	31-juil.-23	31-août-23	29-sept.-23	26-oct.-23	2-nov.-23	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	82,84	84,10	84,14	79,07	72,92	75,03	85,30	87,19	92,56	89,92	87,01	-3,24
Cuivre LME \$/tm	9 087,00	8 843,35	8 935,00	8 590,00	8 016,20	8 327,50	8 762,50	8 524,50	8 312,00	7 938,90	8 065,65	1,60
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	51 434,88	51 434,88	34 172,19	34 260,49	34 247,00	28 839,07	32 975,00	32 975,00	32 731,79	32 730,00	32 730,00	0,00
Or New York \$/o.t.	1 926,78	1 831,50	1 960,55	1 988,07	1 974,55	1 908,40	1 953,13	1 968,15	1 865,67	1 997,40	1 994,90	-0,13
Riz Chicago \$/tonne	393,93	382,34	386,09	385,17	381,68	331,57	344,15	365,34	350,77	359,60	348,57	-3,07
Blé Chicago \$/tonne	279,04	259,41	256,65	226,62	220,99	237,13	242,94	222,10	201,84	213,16	208,05	-2,40
Maïs Chicago \$/tonne	250,37	236,07	244,63	214,12	219,97	199,63	189,03	176,70	176,33	177,53	172,57	-2,80

Source : les échos.



**Tableau 6. Evolution comparative de la balance des biens 2022-2023 (en millions de USD)**

	CUMUL SEPTEMBRE 2023		
	2022 <sup>(1)</sup>	2023 <sup>(2)</sup>	Variation (%)
<b>EXPORTATIONS</b>	22 193,11	22 309,61	0,52
<b>IMPORTATIONS</b>	20 692,52	19 239,95	-7,02
<b>SOLDE</b>	1 500,60	3 069,66	104,56

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) 2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.

(2) Janvier à juin 2023 : Situation de la Balance des Paiements provisoire 2023

(2) Juillet à septembre 2023 : Situation en accéléré tirée du système bancaire (ISYS-DDR)

**Tableau 7. Evolution du taux de change à Kinshasa**

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle				
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen	en %	en CDF
31-déc.-21	1 999,97	2 040,00	2 049,33	2 044,67						
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33	-0,84	-4,08	-4,68	-4,38	6,02	121,42
	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
31-janv.-23	2 032,50	2 198,33	2 220,00	2 209,17	-0,77	-3,26	-3,15	-3,21	8,69	176,67
28-févr.-23	2 036,23	2 291,67	2 311,67	2 301,67	-0,95	-7,20	-6,99	-7,10	13,04	265,44
31-mars-23	2 036,70	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,97	-8,04	-7,76	-7,89	13,99	284,93
28-avr.-23	2 230,64	2 332,00	2 345,00	2 338,50	-9,58	-8,81	-8,32	-8,56	4,84	107,87
31-mai-23	2 307,70	2 349,50	2 367,50	2 358,50	-12,60	-9,48	-9,19	-9,34	2,20	50,80
29-juin-23	2 411,02	2 440,00	2 455,00	2 447,50	-16,35	-12,84	-12,42	-12,63	1,51	36,48
31-juil.-23	2 430,97	2 337,50	2 405,00	2 371,25	-17,03	-9,02	-10,60	-9,82	-2,46	-59,72
31-août-23	2 508,26	2 468,33	2 495,00	2 481,67	-19,59	-13,84	-13,83	-13,83	-1,06	-26,60
29-sept.-23	2 487,16	2 535,83	2 557,50	2 546,67	-18,91	-16,14	-15,93	-16,03	2,39	59,51
27-oct.-23	2 598,45	2 580,83	2 601,67	2 591,25	-22,38	-17,60	-17,36	-17,48	-0,28	-7,20
30-oct.-23	2 610,66	2 584,17	2 605,00	2 594,59	-22,74	-17,70	-17,47	-17,58	-0,62	-16,07
31-oct.-23	2 589,93	2 582,50	2 603,33	2 592,92	-22,12	-17,65	-17,41	-17,53	0,12	2,99
1-nov.-23	2 588,08	2 593,33	2 608,33	2 600,83	-22,07	-17,99	-17,57	-17,78	0,49	12,75
2-nov.-23	2 593,90	2 594,17	2 612,50	2 603,34	-22,24	-18,02	-17,70	-17,86	0,36	9,44
3-nov.-23	2 544,90	2 595,83	2 620,83	2 608,33	-20,75	-18,07	-17,96	-18,02	2,49	63,43
<b>Variation hebdomadaire au 03 novembre 2023</b>					<b>2,10</b>	<b>-0,58</b>	<b>-0,73</b>	<b>-0,65</b>		

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 8. Évolution de la base monétaire

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jun-23	Jul-23	Aug-23	Sep-23	Oct-23		Nov-23	var.hebdo (en %)	Var.hebdo en milliards de CDF
	au 30	au 29	au 31 prov	au 31 Prov	au 29 Prov	au 27	au 30 Accélérée	au 03 Accélérée		
<b>SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_1SG</b>										0
<b>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS</b>	4 524 133	5 268 026	5 724 771	6 013 494	6 016 422	6 059 997	6 161 721	6 079 694	0,33	19 697
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	2 246	2 184	2 358	2 416	2 452	2 334	2 360	2 329	-0,21	-5
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	9 635 983	11 906 316	12 437 937	12 770 593	12 773 521	12 817 097	12 918 820	12 836 794	0,15	19 697
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-5 111 850	-6 638 290	-6 713 166	-6 757 100	-6 757 100	-6 757 100	-6 757 100	-6 757 100	0,00	0
<b>ACTIFS INTERIEURS NETS</b>	2 931 250	2 114 804	2 103 815	2 106 165	1 851 548	1 604 794	1 390 784	1 465 521	-8,68	-139 273
CREANCES INTERIEURES	3 702 820	3 946 000	3 756 825	4 119 226	4 063 013	4 040 981	3 860 652	3 830 568	-5,21	-210 413
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 770 132	2 887 230	2 367 950	2 897 872	2 458 328	2 547 296	2 376 967	2 354 883	-7,55	-192 413
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 008 946	3 990 483	4 029 713	4 027 539	4 028 795	4 028 795	4 028 795	4 028 795	0,00	0
<i>Dont Titres en MN</i>	2 270 117	2 427 117	2 466 367	2 489 917	2 505 617	2 505 617	2 505 617	2 505 617	0,00	0
<i>Avances et autres comptes suspens Trésor</i>	1 738 830	1 563 366	1 563 346	1 537 623	1 523 178	1 523 178	1 523 178	1 523 178	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 238 814	-1 105 252	-1 661 763	-1 129 667	-1 570 467	-1 481 499	-1 651 828	-1 673 912	12,99	-192 413
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	846 866	943 588	1 267 913	1 097 679	1 473 234	1 362 234	1 352 234	1 344 234	-1,32	-18 000
<i>Dont Comptes RME</i>	424 250	610 168	459 450	713 506	903 299	903 299	903 299	903 299	0,00	0
<i>RME en millions de USD</i>	210	253	189	287	368	348	346	348	0,11	0
<i>Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)</i>	0	0	495 000	70 000	265 000	154 000	144 000	136 000	-11,69	-18 000
<i>Autres</i>	422 616	333 419	313 463	314 173	304 936	304 936	304 936	304 936	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	85 821	115 182	120 961	123 674	131 451	131 451	131 451	131 451	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	85 821	115 182	120 961	123 674	131 450	131 450	131 450	131 450	0,00	0
AUTRES POSTES NETS	-771 569	-1 831 196	-1 653 009	-2 013 061	-2 211 465	-2 436 187	-2 469 867	-2 365 047	-2,92	71 140
<i>Dont Bon BCC</i>	208 000	280 000	40 000	240 000	160 000	285 000	275 000	255 000	-10,53	-30 000
<b>BASE MONÉTAIRE</b>	7 455 384	7 382 830	7 828 586	8 119 659	7 867 970	7 664 792	7 552 505	7 545 216	-1,56	-119 576
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 797 114	4 192 172	4 033 725	4 143 309	4 155 004	4 158 628	4 156 011	4 137 733	-0,50	-20 895
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	3 542 588	3 819 439	3 655 705	3 824 261	3 756 219	3 759 843	3 757 226	3 738 948	-0,56	-20 895
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	254 527	372 733	378 021	319 048	398 785	398 785	398 785	398 785	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 634 643	3 130 450	3 756 317	3 945 543	3 687 567	3 480 765	3 371 095	3 382 084	-2,84	-98 681
<i>Dont</i>										
<i>Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale</i>	3 251 839	2 619 246	3 243 240	3 432 653	3 175 436	2 966 239	2 856 434	2 869 419	-3,26	-96 820
<i>Niveau notifié de la réserve obligatoire</i>	2 375 596	2 375 598	2 693 581	2 615 457	2 560 569	2 588 559	2 588 559	2 588 559	0,00	0
<i>Reserves nettes des banques commerciales</i>	876 242	243 648	549 660	817 196	614 867	377 680	267 875	280 860	-25,64	-96 820
<i>** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères</i>	378 622	501 198	499 561	499 561	499 561	642 194	645 628	641 483	-0,11	-711
<i>R.O en ME (En millions USD)</i>	188	182	206	201	204	247	247	247	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	23 626	60 208	38 544	30 807	25 399	25 399	25 399	25 399	0,00	0

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 9. Offre de monnaie

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jun-23	Jul-23	Aug-23	Sep-23	Oct-23		Nov-23	Var.hebdo (en milliards de CDF %)	Var.hebdo en milliards de CDF
	au 30	au 29	au 31	au 31	au 29	au 27	au 30	au 03		
			prov	Prov	Prov		Accélérée	Accélérée		
<b>SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG</b>										0
<b>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS</b>	<b>11 213 179</b>	<b>11 602 832</b>	<b>12 391 887</b>	<b>14 649 533</b>	<b>13 329 479</b>	<b>13 329 479</b>	<b>13 329 479</b>	<b>13 329 479</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	12 584 076	13 845 164	15 472 066	14 973 131	15 669 428	15 669 428	15 669 428	15 669 428	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 370 898	-2 242 331	-3 080 179	-323 598	-2 339 949	-2 339 949	-2 339 949	-2 339 949	0,00	0
<b>ACTIFS INTÉRIEURS NETS</b>	<b>11 389 045</b>	<b>15 211 045</b>	<b>14 398 674</b>	<b>12 667 441</b>	<b>15 068 819</b>	<b>15 068 819</b>	<b>15 068 819</b>	<b>15 068 819</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
CRÉANCES INTÉRIEURES	15 310 093	20 571 892	20 440 020	18 578 153	21 702 615	21 702 615	21 702 615	21 702 615	0,00	0
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	3 916 933	3 916 701	4 371 850	4 519 226	4 519 226	4 519 226	4 519 226	0,00	0
NUMÉRAIRE	254 527	372 733	378 021	319 048	398 785	398 785	398 785	398 785	0,00	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU'ACTIIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 056 114	3 245 002	3 690 294	3 738 438	3 738 438	3 738 438	3 738 438	0,00	0
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	488 087	293 678	362 507	382 004	382 004	382 004	382 004	0,00	0
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-867 446	-1 301 702	-882 623	-1 100 733	-1 100 733	-1 100 733	-1 100 733	0,00	0
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	407 308	441 616	396 455	395 960	395 960	395 960	395 960	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 274 754	-1 743 318	-1 279 078	-1 496 692	-1 496 692	-1 496 692	-1 496 692	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	17 522 405	17 825 021	15 088 926	18 284 122	18 284 122	18 284 122	18 284 122	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	486 059	238 568	237 443	421 015	421 015	421 015	421 015	0,00	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 144	1 584 315	1 304 845	1 330 966	1 296 339	1 296 339	1 296 339	1 296 339	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 190 257	15 452 031	16 281 608	13 520 518	16 566 768	16 566 768	16 566 768	16 566 768	0,00	0
AUTRES POSTES (NET)	-3 921 048	-5 360 848	-6 041 346	-5 910 712	-6 633 796	-6 633 796	-6 633 796	-6 633 796	0,00	0
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-958 563	-1 554 178	-2 078 211	-2 002 070	-2 413 950	-2 413 950	-2 413 950	-2 413 950	0,00	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 954 779	-3 785 964	-3 942 262	-3 887 245	-4 198 749	-4 198 749	-4 198 749	-4 198 749	0,00	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉDITS	-7 706	-20 706	-20 873	-21 397	-21 097	-21 097	-21 097	-21 097	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	261 180	331 292	193 565	433 995	238 053	238 053	238 053	238 053	0,00	0
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	14 872 429	17 495 425	17 387 108	17 524 325	18 271 976	18 271 976	18 271 976	18 271 976	0,00	0
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	7 369 698	8 942 913	9 153 168	9 312 277	9 849 576	9 849 576	9 849 576	9 849 576	0,00	0
TITRES AUTRES QU'ACTIIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	98 916	44 246	56 721	46 377	38 693	38 693	38 693	38 693	0,00	0
TITRES AUTRES QU'ACTIIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
Vérification SID	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
Vérification BCC	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
Vérification AID	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
<i>Pour mémoire :</i>										
Dépôts de la clientèle des banques commerciales, en monnaie nationale	3 826 223	3 239 641	3 009 853	3 234 357	3 258 019		3 258 019	3 258 019		
Dépôts de la clientèle des banques commerciales, en monnaies étrangères	19 472 193	23 548 516	24 237 044	23 996 781	25 293 919		25 293 919	25 293 919		
Total dépôts de la clientèle des banques commerciales	23 298 416	26 788 157	27 246 898	27 231 138	28 551 938		28 551 938	28 551 938		
Check	0	0	0	0	0		0	0		
Dépôts A VUE de la clientèle des banques commerciales	18 633 591	21 289 789	21 611 990	21 472 472	22 495 352		22 495 352	22 495 352		
Dépôts A TERME de la clientèle des banques commerciales	4 664 826	5 498 368	5 634 908	5 758 666	6 056 586		6 056 586	6 056 586		
Vérification SID										
<b>1. Crédits nets bancaires à la clientèle par terme (En mios de CDF)</b>	<b>10 760 167</b>	<b>16 172 224</b>	<b>16 367 015</b>	<b>13 531 228</b>	<b>16 669 402</b>		<b>16 669 402</b>	<b>16 669 402</b>		
dont										
Crédits à long terme	685 771	757 381	659 476	678 815	686 360		686 360	686 360		
Crédits à moyen terme	3 827 101	4 762 168	4 923 708	5 006 120	5 038 960		5 038 960	5 038 960		
Crédits à court terme	4 875 934	8 727 201	8 565 688	5 929 919	8 780 307		8 780 307	8 780 307		
Crédits nets en souffrance	1 371 361	1 925 474	2 218 144	1 916 374	2 163 774		2 163 774	2 163 774		
Ventilation des crédits par monnaies										
MN (en mios de CDF)	559 769	607 158	688 025	647 025	667 457		667 457	667 457		
ME (en mios de USD)	5 058	6 453	6 458	5 177	6 521		6 129	6 169		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Autres institutions de dépôts

	Dec-22	Jan-23	Apr-23	Aug-23	Sep-23	Au 27 Octobre 2023
<b>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS</b>	<b>11 213 179</b>	<b>12 465 671</b>	<b>13 234 366</b>	<b>14 649 533</b>	<b>13 329 479</b>	<b>13 329 479</b>
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	12 584 076	12 826 347	13 573 862	14 973 131	15 669 428	15 669 428
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 370 898	-360 676	-339 496	-323 598	-2 339 949	-2 339 949
<b>ACTIFS INTÉRIEURS NETS</b>	<b>11 389 045</b>	<b>10 643 797</b>	<b>10 141 555</b>	<b>12 667 441</b>	<b>15 068 819</b>	<b>15 068 819</b>
<b>CRÉANCES INTÉRIÈRES</b>	<b>15 310 093</b>	<b>14 663 500</b>	<b>14 876 385</b>	<b>18 578 153</b>	<b>21 702 615</b>	<b>21 702 615</b>
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	4 725 302	3 633 489	4 371 850	4 519 226	4 519 226
NUMÉRAIRE	254 527	414 345	378 252	319 048	398 785	398 785
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 936 592	2 998 690	3 690 294	3 738 438	3 738 438
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	374 366	256 548	362 507	382 004	382 004
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-1 184 357	-834 470	-882 623	-1 100 733	-1 100 733
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	481 671	396 444	396 455	395 960	395 960
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 666 029	-1 230 915	-1 279 078	-1 496 692	-1 496 692
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	11 122 555	12 077 367	15 088 926	18 284 122	18 284 122
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 202	209 910	237 443	421 015	421 015
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 144	1 018 965	1 109 658	1 330 966	1 296 339	1 296 339
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 190 257	9 891 388	10 757 799	13 520 518	16 566 768	16 566 768
<b>AUTRES POSTES (NET)</b>	<b>-3 921 048</b>	<b>-4 019 703</b>	<b>-4 734 831</b>	<b>-5 910 712</b>	<b>-6 633 796</b>	<b>-6 633 796</b>
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-958 563	-996 241	-1 457 143	-2 002 070	-2 413 950	-2 413 950
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 954 779	-3 005 888	-3 216 015	-3 887 245	-4 198 749	-4 198 749
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-7 706	-17 573	-61 672	-21 397	-21 097	-21 097
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	261 180	553 279	515 073	433 995	238 053	238 053
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	14 872 429	14 750 451	15 120 980	17 524 325	18 271 976	18 271 976
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	7 369 698	7 701 701	7 687 947	9 312 277	9 849 576	9 849 576
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	98 916	104 037	51 920	46 377	38 693	38 693
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 11. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Cumul/An
Emissions autorisées	113 490,00	104 400,00	119 350,00	90 572,50	154 807,87	147 052,00	195 250,00		151 638,21	66 500,00	281 700,00	1 424 760,5751
Emissions réalisées=	66 609,86	97 142,05	133 307,39	106 052,66	126 272,51	164 340,70	89 526,71	110 447,07	107 671,72	93 609,65	4 795,40	1 099 775,73760
Destructions = (B)	19 100,00	16 514,50	8 663,25	-00	3 280,00	12 536,64	3 982,78	97 535,40	78 345,25	108 464,00	1 804,48	350 226,28
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	47 509,86	80 627,55	124 644,14	106 052,66	122 992,51	151 804,06	85 543,94	12 911,67	29 326,47	-14 854,35	2 990,93	749 549,45
Recyclage	507 261,50	373 842,96	392 155,79	421 210,52	536 035,66	482 725,37	562 946,52	408 835,91	475 026,76	427 801,42	31 412,93	4 619 255,34
dont au Siège	191 249,33	117 799,58	120 645,92	128 510,86	195 919,62	198 974,86	219 384,49	122 877,73	125 394,71	130 131,70	6 145,08	1 557 033,90
dont en provinces (*)	316 012,17	256 043,38	271 509,87	292 699,66	340 116,04	283 750,51	343 562,03	285 958,18	349 632,04	297 669,72	25 267,85	3 062 221,44

Source : Banque Centrale du Congo.